



[www.unicongo.cg](http://www.unicongo.cg)

## Comité national économique et financier Première réunion ordinaire de l'année

01



Le Comité national économique et financier (CNEF) du Congo a tenu sa première réunion ordinaire de l'année le 15 mars 2024, au siège national de la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), à Brazzaville. Sous la présidence de Monsieur Jean-Baptiste ONDAYE, Ministre congolais de l'Économie et des Finances, cette session a rassemblé diverses personnalités du gouvernement ainsi que des représentants de la BEAC et le Président d'Unicongo y représentant le secteur privé.

Au cœur des discussions de cette réunion se trouvait une constatation significative : **une hausse de 11,1 % de l'encours de crédits bruts à l'économie**, atteignant 1 635,5 milliards de FCFA, ainsi qu'une légère augmentation des créances en souffrance, évaluée à 1,4 % et s'élevant à 256,1 milliards de FCFA. Ces chiffres témoignent de la dynamique de l'économie congolaise, alimentée en grande partie par les investissements continus dans le secteur pétrolier, le dynamisme des activités non pétrolières, et une mise en œuvre satisfaisante des accords avec le Fonds Monétaire International (FMI).

Concernant les perspectives futures, le Comité a évoqué **un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) réel de 1,0 % en 2023, en hausse par rapport à 2022, et une prévision optimiste de 5,6 % pour l'année 2024**. Par ailleurs, l'inflation, bien que légèrement en hausse à 4,3 % en 2023, devrait refluer à 4,0 % en 2024, bien que demeurant au-dessus du seuil communautaire de 3,0 %.

Outre ces données macroéconomiques, le Comité a également examiné en détail les différents modes de financement de l'économie congolaise, notamment l'augmentation substantielle de l'encours du Trésor public congolais sur le marché des Valeurs du trésor de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, qui a atteint 2 272,7 milliards de FCFA, soit une augmentation de 63,1 %. De plus, le Comité a encouragé le gouvernement à mettre en œuvre les recommandations formulées dans le Rapport d'étude sur l'impact du marché des Valeurs du Trésor sur les crédits au secteur privé.

Il a aussi été question de l'évolution des transferts internationaux au Congo, qui ont enregistré un solde net positif de 81 milliards de FCFA en 2023. Enfin, le Comité a élargi l'assiette des contributeurs du comité, a fixé les nouveaux barèmes des contributions et a adopté son budget pour l'exercice 2024. Il a également adressé ses félicitations à Monsieur Yvon SANA BANGUI, Gouverneur de la BEAC, nommé par la Conférence des Chefs d'État lors de sa session du vendredi 9 février 2024.

## PCEC

### Reprise d'activités au 19 mars 2024

02



Mis en place par la loi de finances 2022, le **Programme Congolais d'Évaluation de la Conformité (PCEC) a relancé ses activités après plusieurs périodes de suspension**. La dernière en date émanait du Ministre du Commerce, des Approvisionnements et de la Consommation informant les opérateurs économiques par lettre du 13 mars 2024 de la suspension temporaire du PCEC. Cette suspension a été levée par arrêté interministériel n° 5209 du 21 mars 2024 qui a annoncé la reprise des activités de vérification de la conformité aux normes avant embarquement pour toute marchandise en République du Congo à partir du 19 mars 2024.

L'arrêté dissipe toute ambiguïté liée à la reprise du PCEC, et confirme l'obligation de présenter un certificat de conformité pour toutes les marchandises dont la valeur FOB est égale ou supérieure 1 000 000 F CFA.

**Les missions de ces vérifications au port d'embarquement ont été déléguées à deux prestataires, Cotecna et Bureau Veritas**. Cependant, le secteur privé soulève deux problématiques majeures à cet égard. Tout d'abord, **les prix jugés excessifs** pour l'obtention de ce certificat suscitent des préoccupations. Ensuite, **la présence limitée des prestataires** Cotecna et Bureau Veritas dans certains pays soulève des questions sur la mise en œuvre efficace du programme dans ces régions.

## Table ronde sur le contenu local

### Échanges clés pour une implémentation réussie

03



La première Table Ronde sur le contenu local dans le secteur des hydrocarbures, organisée par le Ministère des Hydrocarbures et placée sous le haut patronage du Premier Ministre, Chef du Gouvernement, M. Anatole Collinet Makosso, a été un forum de réflexion approfondie sur la mise en place d'une politique de contenu local. Unicongo était fortement représenté par ses membres, qui ont partagé leurs expériences et recommandations

pour une mise en œuvre harmonieuse du contenu local au Congo. À la clôture de cet événement, qui a rassemblé des experts africains sur le contenu local, le Ministère des Hydrocarbures a retenu sept leçons fondamentales.

**Législation : La nécessité d'une législation adaptée** a été unanimement reconnue comme un élément clé pour structurer le secteur. Les quotas de participation locale et les mécanismes de soutien aux PME sont perçus comme des leviers pour une intégration réussie des Congolais dans l'industrie.

Valorisation des compétences locales : **L'importance de valoriser et de former les compétences locales** a été soulignée, reflétant une prise de conscience que le développement des ressources humaines est crucial pour l'essor de l'industrie pétrolière et gazière.

Engagement pour le développement durable : Les discussions ont révélé un engagement profond envers le développement durable, soulignant que **le progrès économique doit s'accompagner d'une responsabilité sociale et environnementale**.

Collaboration intersectorielle : **La collaboration entre les différents acteurs – gouvernement, entreprises, universitaires, société civile – a été identifiée comme cruciale** pour relever les défis complexes de la mise en place d'une politique de contenu local.

**Écoute de la société civile** : La prise en compte des préoccupations de la société civile sur les retombées économiques du pétrole et du gaz a été soulignée, illustrant l'importance de l'inclusion des citoyens dans le dialogue national.

**Reconnaissance des défis** : La reconnaissance des lacunes passées par les officiels et la volonté affichée de changement ont été saluées comme des signes de maturité politique et d'aspiration au progrès.

Accès à l'information : **La communication entre toutes les parties prenantes** a été identifiée comme un levier pour promouvoir la politique de Contenu Local. À cet égard, le Ministère des Hydrocarbures lancera la plateforme de suivi du Contenu Local (PSCCL), un lieu d'échanges et d'intermédiation.

Unicongo, fortement engagé dans ce débat crucial pour l'émergence du pays, a joué un rôle actif dans ces discussions via ses membres. **Parmi les recommandations de l'Union figure la réalisation d'une étude approfondie évaluant la situation actuelle** dans chaque secteur, dans le but d'instaurer des mesures réalistes qui prennent en compte la réalité de notre environnement.

## Échange d'Expertises – Banque mondiale Vers une adaptation au changement climatique

04



Les 21 et 22 mars derniers, la Banque mondiale a organisé avec succès **deux journées de partage de connaissances**, une initiative visant **à présenter les résultats de recherches et d'études menées** en République du Congo. Ces sessions ont eu pour objectif de **sensibiliser et de mobiliser les acteurs** face à **l'urgence de s'adapter au changement climatique**.

Le changement climatique a été au cœur des débats, soulignant l'urgence **d'adapter nos économies aux défis environnementaux**. Les experts ont relevé qu'il est préoccupant de constater que nombreuses entreprises ne tiennent pas compte **des risques climatiques dans leur stratégie commerciale**, principalement en raison du manque de financement et de familiarité avec les technologies nécessaires pour y faire face. Des solutions ont été évoquées, notamment à travers un mécanisme de financement tel que l'AFSI (Adaptation Fund Support Initiative), offrant ainsi la possibilité de mobiliser des fonds **pour soutenir le secteur privé dans ses projets axés sur le changement climatique**.

Des mesures concrètes ont été également envisagées, telles que le **renforcement des capacités des acteurs impliqués** et **l'amélioration de la législation pour mieux prendre en compte les enjeux climatiques**. La Banque mondiale souligne qu'il est **essentiel d'accompagner les pays dans l'élaboration de politiques adaptées au changement climatique**, en travaillant de concert avec toutes les parties prenantes concernées.

Parmi d'autres temps forts de ces sessions, une **analyse approfondie du secteur éducatif**, fondée sur l'enquête IPS (Indicateurs de Prestation de Services), a été partagée. De plus, des présentations portant sur **le recensement de la population, les progrès et priorités de la décentralisation**, ainsi que **l'analyse institutionnelle de la gouvernance du changement climatique** ont également été fournies.

Les études présentées ont permis de mettre en lumière **les principaux secteurs touchés et les défis associés**, renforçant ainsi **l'urgence d'agir dans les politiques publiques et la gestion des ressources**.

Une attention particulière a été portée à **l'analyse de la gouvernance au niveau infranational**, accompagnée de **recommandations cruciales** visant à renforcer cette dimension souvent complexe et négligée.

De même, l'absence de bonne gouvernance, d'amélioration du climat des affaires et de promotion du secteur privé pourrait entraver l'investissement et nuire à une croissance économique durable. Parallèlement, le défaut **de prendre des mesures d'adaptation** face au changement climatique **risque d'aggraver les défis environnementaux** et **d'accentuer les risques climatiques** pour les entreprises et les communautés.

En conclusion, ces analyses ont illustré **les défis auxquels nous sommes confrontés**, mais également **les opportunités qui se présentent** si nous **adoptons des approches innovantes et collaboratives**. En renforçant notre **capacité d'adaptation**, nous pouvons envisager **un avenir plus résilient et durable pour tous**.

## Initiative des Champions Locaux – LCI Projet prometteur de la SFI

05

Le 29 mars, dans les salles de réunion d'Unicongo Pointe-Noire et Brazzaville via Zoom a eu lieu la **présentation de l'Initiative des Champions Locaux (LCI pour Local Champions Initiative) de la Société Financière Internationale (SFI)**, filiale en charge du secteur privé de la Banque mondiale.

La réunion qui a débuté par la présentation de l'équipe de la Société Financière Internationale visait à informer sur les différentes possibilités de soutien aux financements de la SFI dont le programme LCI.

L'équipe a mis en lumière l'objectif fondamental du programme, qui consiste à **repérer les entreprises à fort potentiel et à répondre à leurs besoins en financement, en particulier celles qui ont un accès limité aux ressources financières**.

Ce programme englobe une phase initiale de cartographie pour appréhender la dynamique du secteur privé, suivie éventuellement d'entretiens individuels pour évaluer les projets et les besoins spécifiques de chaque entreprise. Il convient de noter que ce programme a déjà été lancé dans plusieurs pays africains.

**La SFI a mis en avant sa priorité consistant à identifier les champions potentiels et à préparer les entreprises à l'éligibilité en leur fournissant un soutien adapté,** nécessitant une évaluation minutieuse des critères requis.

Les discussions ont également abordé les partenariats et la transparence des opérations de la SFI, soulignant son engagement à ne s'impliquer que dans des projets considérés comme essentiels à la croissance des entreprises, qu'il s'agisse du secteur manufacturier, de l'agriculture, des services, etc.

Enfin, il a été mentionné que les garanties seraient définies au cas par cas, en fonction du niveau de risque et de la structure propre à chaque projet.

**Le seuil de financement minimal est établi à 2 milliards de FCFA, ou l'équivalent de 3 millions de dollars,** offrant une certaine souplesse pour répondre aux besoins spécifiques, soutenu par un programme personnalisé. **Les entreprises doivent présenter un chiffre d'affaires situé entre 2 et 3 millions de dollars, témoignant ainsi de leur stabilité financière.** Il est impératif que ces entreprises bénéficient d'une crédibilité à la fois au niveau de leur gouvernance et de leur fonctionnement opérationnel.

**Les entreprises intéressées sont invitées à prendre contact directement avec la SFI pour convenir de rencontres individuelles.**

La SFI s'engage à examiner minutieusement tous les aspects, en fournissant des conseils et des commentaires sur les plans d'investissement, avec les entreprises concernées, et veiller à ce qu'elles disposent des informations et des références nécessaires pour étayer leur candidature.

## Institut Polytechnique de Kintélé (IPK)

### Table ronde pour valider les programmes

06

Le Président de la République a reçu en don de la Chine **un Institut Polytechnique équipé des infrastructures nécessaires à la formation dans les domaines techniques.** Compte tenu de la demande croissante en techniciens hautement qualifiés dans des secteurs tels que **le génie civil, l'électricité, le froid et le conditionnement d'air, l'État congolais a décidé de transformer ces installations en un institut de formation de techniciens supérieurs spécialisés dans ces domaines.** L'objectif est de former des techniciens capables d'intervenir efficacement sur le terrain dès la fin de leur cursus.

Afin de concrétiser ce projet, une table ronde sur la validation des programmes d'enseignement de cet institut s'est tenue le 15 mars 2024. Cette table ronde a réuni des représentants des administrations publiques, du secteur de la formation, du secteur privé et des experts dans les domaines du froid et de l'électricité. **À l'issue de ces discussions, plusieurs recommandations ont été formulées pour améliorer les programmes d'enseignement et les conditions d'apprentissage.**

L'équipe d'experts chargée de concevoir ces programmes prendra en compte les recommandations formulées lors de la table ronde afin d'élaborer un document final. Ce document sera ensuite transmis au Ministre en charge de l'Enseignement Technique et Professionnel. **L'ouverture de l'institut est prévue au plus tard en avril ou mai 2024.** Il est à noter que l'accès à ces formations se fera par le biais de concours.

Le Secrétariat Général du Gouvernement a publié cinq (5) journaux officiels au mois de mars, dont quatre (4) dans l'édition ordinaire et une (1) dans l'édition spéciale. Nous avons porté un intérêt particulier aux textes suivants :

- **Loi de finances 2024 – Promulgation**

La loi de finances pour l'année 2024 a été **publiée le 28 mars 2024 dans une édition spéciale du journal officiel publiée datée du 29 décembre 2023.**

La date de promulgation d'une loi est cruciale pour sa mise en œuvre. En accord avec ce principe, **l'application des dispositions de la loi de finances 2024 ne peut pas être rétroactive ;** elle entre en vigueur exclusivement à partir de sa date de publication officielle.

- **Diplomatie – Secrétariat Général du Ministère**

L'**arrêt n° 4408 du 29 février 2024** établit les responsabilités et la structure organisationnelle des divisions et des sections du secrétariat général du Ministère des Affaires Étrangères, de la francophonie et des Congolais de l'étranger, en conformité avec l'article 76 du décret n° 2021-525 du 14 décembre 2021.

- **Finances – Médiation financière**

Ce **décret n°2024-86 du 28 février 2024** institue une médiation financière en République du Congo. La mise en place d'une médiation financière vise à offrir **une solution rapide pour résoudre efficacement les litiges financiers.**

Le dispositif de médiation financière se divise en deux branches : une **pour les établissements de crédit**, de microfinance et de paiement, avec un médiateur titulaire et un médiateur suppléant ; et une autre **pour les compagnies d'assurance**, également avec un médiateur titulaire et un médiateur suppléant.

La médiation financière pour les établissements de crédit, de microfinance et de paiement est gérée par le comité national économique et financier, sous la supervision de la commission bancaire de l'Afrique centrale.

Pour la branche des compagnies d'assurance, elle est organisée par le comité national économique et financier, sous la supervision de la conférence interafricaine des marchés des assurances.

- **Répertoire des sûretés mobilières**

En République du Congo, un répertoire national des sûretés mobilières est établi par **décret n°2024-88 du 28 février 2024**, désigné comme "le répertoire". Son objectif est de centraliser les informations concernant les sûretés mobilières et de rendre ces informations publiques afin de faciliter les recherches sur les sûretés qui pèsent sur les biens d'un emprunteur potentiel.

Le répertoire est une plateforme totalement informatisée, accessible en ligne via un site web.

- **Secteur Privé – Relance PCEC**

Par **Arrêté n° 5209 du 21 mars 2024**, à compter du 19 mars 2024, les contrôles de conformité aux normes avant l'embarquement de toutes les marchandises à destination de la République du Congo, relevant du programme congolais d'évaluation de la conformité, seront relancés. La présentation d'un certificat de conformité est désormais obligatoire pour toute expédition à destination de ce pays. Cette exigence concerne les marchandises dont la valeur FOB est égale ou supérieure à 1 000 000 de FCFA.

Chacun de ces textes peut être consulté en ligne :

<https://www.sgg.cg/JO/2023/congo-jo-2023-06-sp.pdf>

<https://www.sgg.cg/JO/2024/congo-jo-2024-10.pdf>

<https://www.sgg.cg/JO/2024/congo-jo-2024-11.pdf>

<https://www.sgg.cg/JO/2024/congo-jo-2024-12.pdf>

<https://www.sgg.cg/JO/2024/congo-jo-2024-13.pdf>



Une session avec Vylie SAYAM, Directeur Général de Deloitte Congo, a permis aux mentorés de mieux comprendre les métiers de l'audit et du conseil, mettant en avant la discipline et la planification dans la carrière.

**Michel DJOMBO a également animé une session sur l'économie congolaise**, aidant les mentorés à appréhender le paysage économique, les secteurs porteurs et les opportunités d'emploi.

En plus, **les mentorés ont visité deux entreprises, explorant le centre de formation SERVTEC et le terminal à conteneurs de Congo Terminal**, enrichissant ainsi leur expérience professionnelle.

Ces activités ont été des moments forts du programme de mentorat, offrant aux mentorés des opportunités d'apprentissage et d'immersion professionnelle. Elles reflètent l'engagement des entreprises membres d'Unicongo dans le projet de mentorat.



## Forum entreprises UCAC-ICAM Unicongo au service de ses membres

10



Le **15 mars 2024** a été marqué par la **1<sup>re</sup> édition Forum Entreprises à l'Institut Ucac-Icam de Pointe-Noire**.

Fruit de la collaboration entre l'**Institut Ucac-Icam** et **Unicongo**, cet événement a été un carrefour d'**opportunités professionnelles pour les étudiants et les entreprises**.

Plusieurs entreprises membres d'Unicongo ont participé, offrant une diversité de secteurs d'activité et d'opportunités. L'affluence des étudiants a démontré l'importance de ces événements pour leur **développement professionnel**.

L'un des temps forts de la journée a été la série de conférences interactives où les intervenants ont partagé leur expertise et leur expérience avec les étudiants. Des thèmes pertinents tels que la résilience, la gestion de l'échec et l'impact de la diversité ont été abordés, offrant aux étudiants des conseils pratiques pour leur future carrière.

## Unicongo en visite Adhérent Ponticelli Congo

08



Le 19 mars dernier, une équipe d'Unicongo dirigée par le Président d'Unicongo s'est rendue chez Ponticelli Congo installé dans le yard d'Océan Express. Avant de commencer dans la visite physique des installations, un film présentant l'histoire détaillée de Ponticelli Congo, en mettant en lumière la naissance de ses activités et son expansion progressive au Congo et à travers l'Afrique a été projeté.

Un accent particulier a été mis sur l'évolution des activités de Ponticelli Congo depuis ses débuts jusqu'à aujourd'hui. Les membres de l'équipe ont discuté des **défis rencontrés, des réussites obtenues et des leçons apprises tout au long de ce parcours**. Ils ont également souligné l'importance stratégique du Congo dans leur expansion à travers le continent africain.

**Un moment marquant fut la visite du nouvel atelier de maintenance électrique ouvert en 2024, atelier certifié SaqrATEX notamment spécialisé dans la remise en état et le rebobinage des moteurs électriques**. Cela a permis à Unicongo de mieux comprendre l'expertise et l'engagement de la société dans le domaine industriel.

En conclusion, la visite de l'équipe UNICONGO sur les installations de Ponticelli Congo a été une occasion en or d'échanger des informations méconnues du secteur et de renforcer les relations.

## Programme de mentorat Booster l'Insertion Professionnelle des Jeunes

09



**Le programme de mentorat des étudiants, lancé par Unicongo, se poursuit avec succès**. En mars, les mentorés ont bénéficié de nombreux événements enrichissants. Ils ont eu l'occasion de découvrir les **parcours inspirants d'un professionnel et d'un chef d'entreprise**. Olivier SAMBA, chef de service Télécoms chez Total Energies Congo, a partagé son expérience dans l'informatique, soulignant l'importance des certifications et encourageant le développement de compétences en gestion de projet.

Le **Forum entreprises** a été une journée riche en apprentissage, en échange et en networking. Il a démontré l'importance de la collaboration entre le monde académique et professionnel pour **préparer efficacement les étudiants à leur insertion dans le marché du travail.**

## 13<sup>e</sup> édition de la JMSST 2024

### Accidents Majeurs & Retours d'expériences

11



La Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, instituée le 28 avril de chaque année depuis 2003, trouve son origine dans une initiative conjointe de l'Organisation internationale du travail (OIT) et de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). **Cette journée vise à sensibiliser à l'importance cruciale de la sécurité et de la santé au travail, ainsi qu'à promouvoir la prévention des accidents et des maladies professionnelles à l'échelle mondiale.**

L'événement est le fruit d'une réflexion collective et de l'engagement de nombreux acteurs, y compris des gouvernements, des organisations syndicales, des employeurs et des travailleurs eux-mêmes. À travers le monde, des activités variées sont organisées pour commémorer cette journée, allant de campagnes de sensibilisation à des forums de discussion et des ateliers pratiques.

Au Congo, **la JMSST est coorganisée par TotalEnergies et Unicongo, cette année, elle aura lieu le vendredi 26 avril 2024, à l'espace Trentenaire de TotalEnergies.** Le thème retenu, "**Les Accidents Majeurs et Retours d'Expériences**", met l'accent sur la prévention et la gestion des incidents graves sur le lieu de travail.

L'événement, organisé pour la 13<sup>e</sup> année consécutive par Unicongo en partenariat avec TotalEnergies, s'annonce comme une occasion privilégiée pour les professionnels, les représentants des pouvoirs publics et les étudiants de se rencontrer et d'échanger sur les enjeux de la sécurité et de la santé au travail. Il bénéficiera également d'une large couverture médiatique, avec une présence prévue à la télévision, à la radio et dans la presse écrite, ainsi que des affichages publicitaires dans les lieux stratégiques.

Déjà, une vingtaine de sociétés ainsi que des sponsors se sont engagés à participer à cet événement. Unicongo reste disponible pour toute information complémentaire, accessible via ses secrétariats à Pointe-Noire et à Brazzaville.

## Adhésions à UNICONGO

### Ils nous ont rejoints en mars

12

En mars, Unicongo a enregistré quatre (4) nouvelles adhésions :

- **FERME ET PÊCHERIE du KUANI** (Pisciculture)
- **OLYMPIA** (Distribution d'hydrocarbures)
- **GRANDS MOULINS DU CONGO** (Transformation de blé en farine)
- **SEAC** (Agriculture)

## Agenda UNICONGO

### Événements à venir en avril

13



**Présentation en ligne du projet de Zone Économique Spéciale. Pour réserver votre place à cette présentation, envoyez un e-mail à [secretariat@unicongo.cg](mailto:secretariat@unicongo.cg).**



**Conseil d'Administration Unicongo**



**13<sup>e</sup> édition de la Journée Mondiale de la Santé et la Sécurité au Travail (JMSST)**



[www.linkedin.com/company/unicongo/](https://www.linkedin.com/company/unicongo/)



[x.com/unicongo\\_242](https://x.com/unicongo_242)